

nistes, qui ont occupé les principaux postes dans son cabinet ; et même aujourd'hui, après quarante à cinquante ans, il en a encore un ou deux.

L'honorable ministre dit que mon honorable ami (M. Laurier) est un homme désappointé. Mon honorable ami occupe une magnifique position, étant, lui, le chef libéral, pour la première fois, je crois, depuis la confédération, à la tête d'une majorité libérale élue par la province de Québec. Pour ce qui regarde la province d'Ontario, le très honorable premier ministre a réussi à y obtenir une faible majorité, qui peut se compter sur les cinq doigts de la main, et la majorité des votes individuels qu'il y a obtenue peut également se compter sur les cinq doigts de la main. Mais a-t-il obtenu une majorité du vote populaire ? Nullement ; le résultat du scrutin prouve que la majorité des votes donnés dans la grande province d'Ontario a été clairement en faveur de mon honorable ami (M. Laurier) et pour le libre-échange avec les Etats-Unis.

Le très honorable premier ministre déclare qu'en novembre dernier, on a ouvert la porte à des relations amicales avec les Etats-Unis. Il y a divergence d'opinions sur ce point, et j'en parlerai dès à présent. Certains hommes qui doivent connaître aussi bien que le premier ministre du Canada quel est le sentiment des Etats-Unis ; certains hommes pour le moins aussi bien renseignés que lui sur les intentions du président Harrison et de son cabinet ont exprimé une opinion que l'honorable ministre aura, je crois, beaucoup de difficulté à concilier avec cette assertion. Mais il accuse mon honorable ami qui siège à côté de moi de différer d'opinion avec son ancien chef, M. Blake. J'ai remarqué, et j'ose dire que la chambre a également remarqué qu'aussitôt qu'un chef libéral, que ce soit mon honorable ami qui siège ordinairement à côté de moi (M. Mackenzie), M. Blake ou un autre, est mort, est parti ou virtuellement disparu de l'arène politique, le très honorable premier ministre découvre tout à coup en lui de grandes vertus ; il est alors prêt à dire de ceux d'entre nous qui appuient le parti libéral : ces hommes ont dérogé aux principes élevés que professaient autrefois leurs chefs. L'honorable premier ministre est si bon que si je disparaissais moi-même de ce monde, je crois sincèrement qu'il n'hésiterait pas à me canoniser, pourvu toujours que je fusse complètement hors de son chemin et qu'il me fût impossible de lui faire aucun mal.

Si l'honorable premier ministre et ses amis désirent savoir ce que pense M. Blake des causes qui peuvent conduire à l'annexion du Canada, je leur recommande de lire certains passages très importants de la lettre qui a été citée, et dans lesquels M. Blake démontre avec la plus grande clarté possible que la corruption et la mauvaise administration continuelles du très honorable premier ministre et de son cabinet, ont rendu presque absolument impossible la tâche de gouverner le Canada. Il se peut que notre ami ait exprimé d'une manière un peu trop forte son opinion sur cette question ; mais je recommande à mes honorables amis de la gauche ces passages, et chaque fois que les honorables députés de la droite feront allusion à des opinions comme celles imputées à M. Blake, mais qu'il nie avoir exprimés sur ce sujet, je suggère à mes amis de l'opposition, espérant qu'ils suivront ce conseil, de leur donner *in extenso* le bénéfice des faits précis et exacts que M. Blake a exposés touchant

Sir RICHARD CARTWRIGHT.

la corruption et la mauvaise gestion des honorables ministres.

Le très honorable premier ministre déclare qu'il s'en tient au langage dont il s'est servi à Halifax. Il s'en est cependant excusé, dans un sens. Je regrette vivement, en vérité, dans son intérêt et dans celui du peuple canadien, qu'il n'ait pas profité de cette occasion pour rétracter courageusement les paroles excessivement indiscrettes et malheureuses dont il s'était servi dans cette occasion. Je ne doute pas que le langage employé par le premier ministre n'ait eu aux Etats-Unis et chez le gouvernement américain un effet très préjudiciable. Ce n'est pas conforme à la politesse internationale, ce n'est pas dans les règles de la prudence et de la discrétion usuelles pour le premier ministre d'une puissance amie, de déclarer que le peuple canadien "assistera impassible aux luttes d'une démocratie fougueuse et divisée."

Le premier ministre ne sait-il pas qu'il y a aujourd'hui aux Etats-Unis plus de 1,000,000 des meilleurs enfants du Canada ? Ne sait-il pas que dans presque toutes les parties du Canada, il n'y a guère une famille qui n'ait un fils, un père ou un proche parent dans une région quelconque des Etats-Unis ? Et le premier ministre peut-il nous dire que nous assisterions impassibles à des révolutions qui déchireraient et bouleverseraient les Etats-Unis ? J'ai une meilleure doctrine que celle-là à prêcher. Je dirai à l'honorable premier ministre, et tous les vrais Canadiens, à quelque parti politique qu'ils appartiennent, m'approuveront, que la prospérité des Etats-Unis est et doit être, après celle de notre pays, chère à tous les vrais Canadiens, pour la raison que j'ai donnée ; et j'ajouterai, ce que savent parfaitement les honorables députés qui m'entourent, qu'un grand malheur ne peut fondre sur le peuple américain, placés comme le sont les deux pays vis-à-vis l'un de l'autre, sans nuire, aussi, considérablement à la prospérité générale du Canada.

Je suppose que l'honorable premier ministre est sincère, quoique je n'en sois pas sûr, en égard à ses actes et au langage employé par ses partisans, lorsqu'il dit que lui et son cabinet désirent la prospérité et le succès du peuple américain ; mais ils ont pris une manière très curieuse de le prouver.

A six heures, la séance est suspendue.

Séance du soir.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Avant la suspension de la séance, M. l'Orateur, j'avais signalé l'omission très remarquable qu'avait faite le chef du gouvernement en ne donnant pas à la chambre la raison pour laquelle il avait envoyé à Washington des membres éminents de son cabinet. J'avais énuméré quelques-unes des difficultés qui me paraissent s'être présentées à l'honorable premier ministre, et qui l'avaient probablement empêché d'expliquer franchement à la chambre la raison de cette remarquable omission, qu'autrement il aurait sans doute été heureux de donner. Je dois dire que, quant à moi, il me paraît absolument impossible ; je refuse, pour ma part, de croire, à moins que le gouvernement n'ait en sa possession des preuves positives du contraire, que ces honorables messieurs se soient rendus à Washington, dans les circonstances que j'ai décrites, sur l'invitation du gouvernement américain ; je ne puis croire que cela soit possible. Il me répugnerait souverainement de croire qu'un gouvernement, le gouvernement